

**Libye - Réponse de Mme Natalie
Loiseau, ministre chargée des
affaires européennes, à une question
au Sénat**

(Paris, 23 novembre 2017)

Question sur l'esclavage de migrants en Libye

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Monsieur le Sénateur,

Vous avez raison, les images de ces actes constitutifs de traite des êtres humains sont inadmissibles. Oui, il s'agit de crimes contre l'humanité. Le président de la République les a qualifiés comme tels. Hier, Jean-Yves Le Drian a appelé à une réunion d'urgence du conseil de sécurité des Nations unies.

La France prend ses responsabilités. En revanche, ces camps ne sont pas financés par l'Union européenne. L'Union européenne aide le Haut-Commissariat pour les réfugiés pour améliorer la situation des migrants en Libye, qui ne connaît pas d'État stable.

Nous allons, en outre, au Niger, au Tchad, pour identifier ceux qui devraient bénéficier du droit d'asile et leur permettre de rejoindre l'Europe.

Il y aurait 300.000, voire 700.000 migrants. On ne pourra pas traiter cette situation tant qu'il n'y aura pas d'État en Libye./.

(Source : site Internet du Sénat)